

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 JANVIER 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/18		
CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE RELATIVE A DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE DOUCE DE DECOUVERTE SUR LE SITE DU SALIN DES PESQUIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/18

BUREAU DU 9 JANVIER 2023

**O B J E T : CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE
D'OUVRAGE RELATIVE A DES TRAVAUX
D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE DOUCE DE
DECOUVERTE SUR LE SITE DU SALIN DES
PESQUIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°03/11/11/133 du 14 novembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la gestion des Salins d'Hyères, propriété du Conservatoire du Littoral, et fixant la date de transfert au premier janvier 2004,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°20/357 du 31 août 2020 relative à la convention de gestion des terrains du Conservatoire du Littoral dont les sites des Salins d'Hyères,

VU la convention de gestion des salins d'Hyères entre le Conservatoire du Littoral, propriétaire et Toulon Provence Méditerranée, gestionnaire, signée en date du 28 septembre 2020,

VU l'avis favorable de la Commission de Protection de l'Environnement et du Développement Durable du 13 janvier 2020,

VU l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages du 22 septembre 2022,

VU la décision du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion Sociale en date du 11 octobre 2022,

VU l'Arrêté de la Commune d'Hyères-les-Palmiers accordant le permis d'aménager en date du 06 novembre 2022,

VU le projet de convention joint,

CONSIDERANT que le site du salin des Pesquiers constitue une zone humide d'intérêt patrimonial majeur tant d'un point de vue naturaliste que culturel et que le nouveau plan de gestion de ces espaces a retenu comme enjeu de développer l'accueil du public en les mettant en valeur dans le respect strict des sensibilités écologiques,

CONSIDERANT que dans l'Opération Grand Site de la Presqu'île de Giens et des Salins d'Hyères, la Métropole doit animer la démarche et mettre en œuvre les projets structurants pour disposer d'itinéraires de découverte et de rencontres sensibles avec le site du salin des Pesquiers selon des modes « doux » avec notamment l'aménagement d'un chemin de découverte pour les promeneurs au nord-est du site du salin des Pesquiers (action Salins 10.2 de l'OGS),

CONSIDERANT que ces travaux d'aménagement de la voie douce de découverte du salin des Pesquiers consistent en :

- Deux ouvrages de franchissement du canal de ceinture d'architecture s'intégrant à l'esprit du site,
- Le chemin de découverte d'un linéaire de 1,6 km, prenant assiette sur une piste existante sans artificialisation avec une mise en défens des abords, adaptée aux enjeux patrimoniaux,
- Des seuils d'information (entre 4 et 6) ainsi qu'un panneau d'information sur le site au niveau des dispositifs de fermeture des ouvrages de franchissement du canal de ceinture,
- Des dispositifs de fermeture des pistes d'exploitation non ouvertes au public,
- Un réaménagement de l'entrée principale du site, notamment le portail, les clôtures et les murets.

CONSIDERANT que le montant des études et travaux nécessaires sont estimés à 744 662 € HT pour une réalisation des travaux dès le début de l'année 2023,

CONSIDERANT que le projet a obtenu les autorisations et avis favorables nécessaires de la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages, du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion Sociale ainsi que le permis d'aménager,

CONSIDERANT que conformément à l'article L322-10 du Code de l'Environnement, l'aménagement et la réalisation de travaux portant sur des immeubles du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres peuvent être confiés à la Métropole Toulon Provence Méditerranée en sa qualité de gestionnaire de site dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux, transférant la responsabilité de la conception et de la réalisation des travaux,

CONSIDERANT le projet de convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Conservatoire du Littoral relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage en vue de l'aménagement d'un chemin de découverte, ci-annexé,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux d'aménagement de la voie douce de découverte sur le site du salin des Pesquiers.

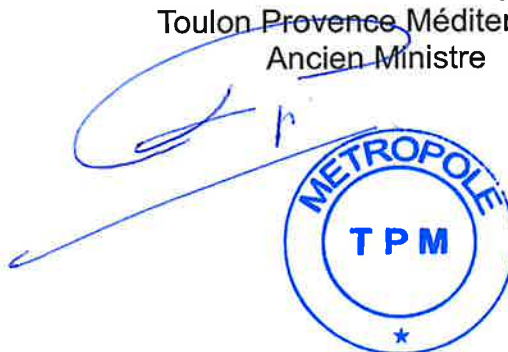
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

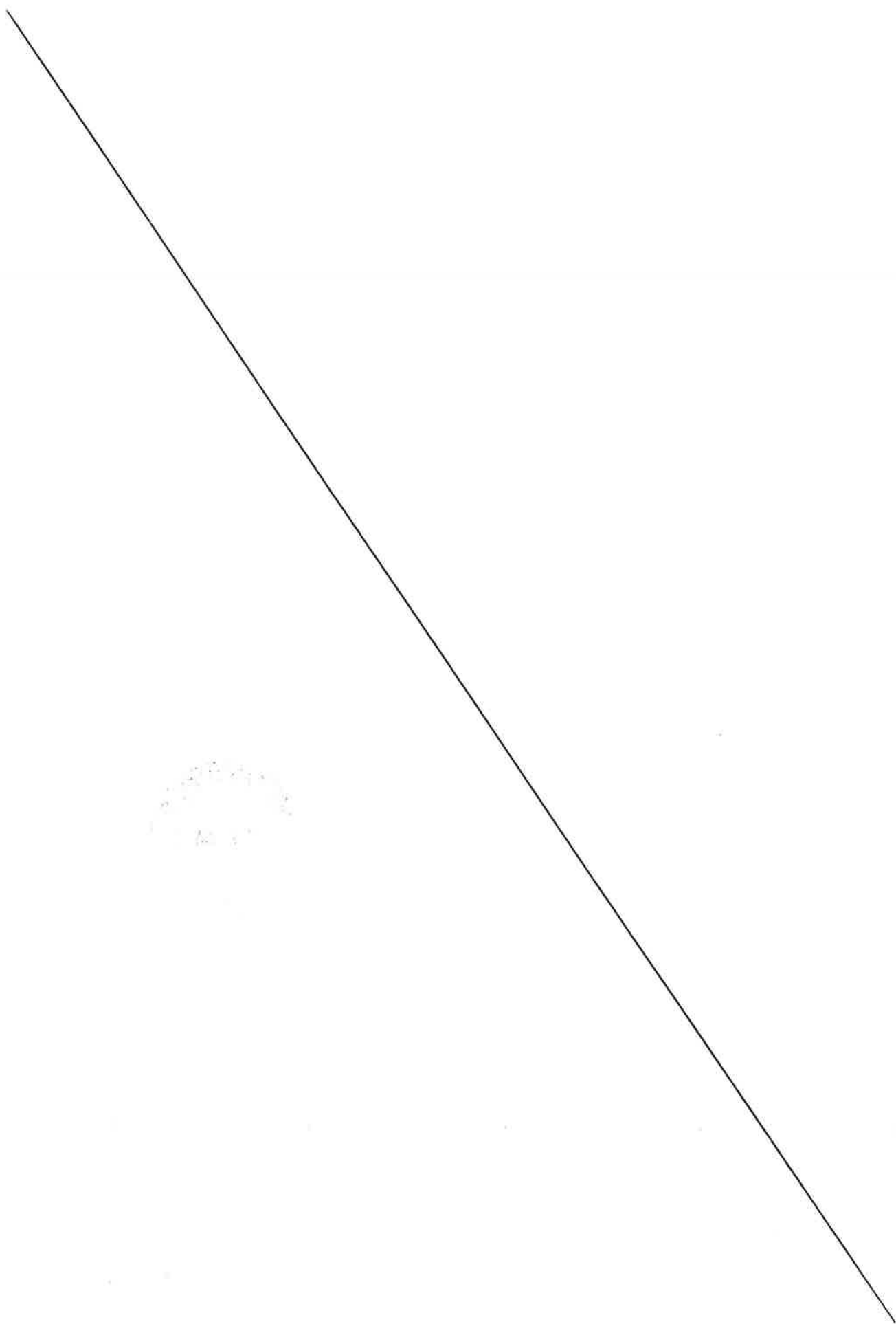
Fait à Toulon, le 9 janvier 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE
DU SITE DU SALIN DES PESQUIERS (N° 83-365)
EN VUE DE LA REALISATION DE TRAVAUX POUR
L'AMENAGEMENT D'UN CHEMIN DE DECOUVERTE**

Vu l'Article L 322-10 et l'article R 322-12 du Code de l'Environnement,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral du 10 juillet 2014 approuvant la convention type,

Vu la consultation du Conseil des rivages PACA (délégée à son Président par délibération du 10/06/2016) en date du 11/09/2019 au titre de l'article R 322-36 du Code de l'Environnement,

Vu la convention-type visée par le contrôle général économique et financier en date du 4 juillet 2017,

ENTRE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, représenté par sa Directrice, Agnès VINCE, agissant en application de l'article R. 322-37 du Code de l'environnement, et ci-après appelé « **le Conservatoire** »

d'une part

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président, M. Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision n°du Bureau Métropolitain du

Gestionnaire du site par convention signée en date du 28 septembre 2020, et ci-après appelé(e) « **le Bénéficiaire** »

d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Préambule général

Le site du salin des Pesquiers constitue une zone humide d'intérêt patrimonial majeur tant d'un point de vue naturaliste que culturel. Il est inclus dans l'entité des Anciens Salins d'Hyères, comprenant également le site des Vieux Salins. Le nouveau plan de gestion de ces espaces a retenu comme enjeu de développer l'accueil du public en les mettant en valeur dans le respect des sensibilités écologiques et en lien avec la planification plus globale déclinée dans l'Opération Grand Site de la Presqu'île de Giens et des Salins d'Hyères. La Métropole est compétente au titre des « actions de valorisation des espaces naturels » pour participer à la mise en œuvre des projets et animer la démarche d'OGS. Il s'agit de disposer d'itinéraires de découverte en accès libre selon des modes « doux » avec notamment l'aménagement d'un chemin de découverte au nord-est du site du salin des Pesquiers (action Salins 10.2 de l'OGS).

La présente convention est établie en application de l'article L.322-10 du Code de l'Environnement qui prévoit que "l'aménagement et la réalisation des travaux portant sur des immeubles relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres peuvent être confiés, en vue d'assurer la conservation, la protection et la mise en valeur des biens, à l'une des personnes publiques ou privées désignées à l'article L. 322-9 du présent code dans le cadre d'une convention d'occupation n'excédant pas trente ans. Les missions confiées doivent être conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire. Cette convention peut habiliter le Bénéficiaire à accorder des autorisations d'occupation non constitutives de droits réels d'une durée n'excédant pas celle de la convention. Le Bénéficiaire est choisi librement. En fin de convention d'occupation, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité pour les améliorations apportées à l'immeuble.

Le Conservatoire du littoral transfère la responsabilité de la conception et de la réalisation d'un programme de travaux : la maîtrise d'ouvrage des travaux visés par la présente convention est transférée au Bénéficiaire. **Cette convention n'est pas constitutive de droits réels sur les biens concernés.**

Article 1 : Objet

Conformément aux articles L 322-10 et L 322-9 du Code de l'Environnement, le Conservatoire confie à La Métropole Toulon Provence Méditerranée qui est gestionnaire du site par convention en date du 28 septembre 2020, l'aménagement et la réalisation de travaux définis à l'article 4 ci-après, sur les terrains du site du salin des Pesquiers qu'il a acquis.

La présente convention définit les droits et obligations des parties contractantes.

Article 2 : Consistance des biens concernés

Les biens concernés par la présente convention consistent en bande de terre partiellement végétalisée supportant une piste existante sur un linéaire de 1,6 km à ce jour utilisée par le gestionnaire et ses partenaires pour les missions qui leur incombent. Le projet concerne également une partie de l'entrée du site (en annexe 1 : le plan de situation et de localisation des aménagements).

Les parcelles cadastrales concernées sont dans la section HC et n° 0006, 0009, 0038, 0010, 0017 et 0018 du cadastre sur la Commune d'Hyères, conformément au plan en annexe 2 à la présente convention.

Article 3 : Principes d'aménagement et de réalisation des travaux

3.1 Disposition générale

Il est ici rappelé que conformément à l'article L 322-1 du Code de l'Environnement, l'intervention du Conservatoire sur le site du Salin des Pesquiers a pour objectifs la sauvegarde de l'espace littoral ainsi que le respect des sites naturels et de l'équilibre écologique et conformément à l'article L 322-9 du Code de l'Environnement « ce domaine est ouvert au public dans la limite de la vocation et de la fragilité de chaque espace ».



Les terrains objet de la présente convention ont fait l'objet d'un Plan de gestion approuvé par le Conservatoire et le gestionnaire le 7 décembre 2018 lors du comité local de gestion des sites du Conservatoire sur la Commune d'Hyères et fixant notamment sur le salin des Pesquiers les priorités suivantes en terme de fréquentation des sites et d'accueil du public :

- Un rôle pédagogique majeur lié à l'environnement et à la mémoire du sel,
- La poursuite et l'amélioration des visites guidées à caractères naturaliste à dominante ornithologique et culturel,
- Un développement de l'ouverture du site en visite libre avec contrôle des entrées, dans le respect de l'équilibre écologique du site,
- La valorisation du site depuis l'extérieur (points de vue) en relation avec les autres terrains du Conservatoire du Littoral attenants,
- La mise en valeur du patrimoine bâti lié au passé salinier.

Les opérations déclinant ces enjeux, s'appuyant par ailleurs sur une préservation de la zone humide, de ces écosystèmes et paysages spécifiques, grâce notamment à une gestion hydraulique majoritairement dirigée, consistent alors à :

- Aménager du chemin de découverte au nord-est du salin des Pesquiers, objet de la présente convention d'occupation,
- Mettre en place des cheminements permettant de circuler autour du salin miniature à venir et de rejoindre la pinède des Pesquiers,
- Restaurer le corps de bâtiments du tympan et y développer un centre d'interprétation sur la mémoire ouvrière
- Réhabiliter l'ancien magasin pour y organiser la Maison du Grand Site

Le plan global phasé de valorisation du site des Salin des Pesquiers - extrait du plan de gestion – est proposé en annexe 3.

Les principes de gestion et d'aménagement du site devront dans tous les cas être conformes aux prescriptions du plan de gestion, dont le Bénéficiaire déclare avoir pris connaissance, et respecter les réglementations d'urbanisme applicables.

Sur ce dernier point, le Bénéficiaire instruira et déposera les demandes d'autorisations préalables aux travaux **qui seront visées par le Conservatoire et établies au nom du Bénéficiaire.**

Le Bénéficiaire s'engage à communiquer au Conservatoire, préalablement à la réalisation du chantier, les plans d'exécution des ouvrages et de conduite du chantier. Le Conservatoire s'engage à faire part au Bénéficiaire de ses remarques éventuelles dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception des documents. En l'absence de réponse, l'avis du Conservatoire est réputé favorable.

3.2 Dispositions particulières

Le Bénéficiaire devra stipuler, dans tous les contrats et marchés qu'il serait amené à passer avec des tiers, que le Conservatoire en tant que propriétaire, sera subrogé au Bénéficiaire dans toutes les garanties légales ou particulières prévues aux contrats notamment concernant les travaux sur le bâti dans l'hypothèse de la résiliation de la présente convention du fait du Bénéficiaire.



Article 4 : Programme et enveloppe financière prévisionnels.

4.1 – Programme des travaux

L'opération consiste en la réalisation d'un chemin de découverte pour permettre l'observation de ce site naturel remarquable sans pour autant mettre en péril de quelques façons que ce soit l'équilibre naturel du site.

Elle comprend dans l'hypothèse de son développement maximum :

- ✓ Deux ouvrages de franchissement du canal de ceinture d'architecture s'intégrant à l'esprit du site,
- ✓ Le chemin de découverte d'un linéaire de 1,6 km prenant assiette sur une piste existante sans artificialisation avec une mise en défens des abords adaptée aux enjeux patrimoniaux,
- ✓ Des seuils d'information (entre 4 et 6) ainsi qu'un panneau d'information sur le site au niveau des dispositifs de fermeture des ouvrages de franchissement du canal de ceinture,
- ✓ Des dispositifs de fermeture des pistes d'exploitation non ouvertes au public,
- ✓ Un réaménagement de l'entrée principale du site, notamment le portail et les murets.

Le programme prévisionnel chiffré des travaux est défini à l'annexe 4 à la présente convention.

L'ensemble des travaux sera conduit par le Bénéficiaire ou confié à des entreprises intervenant sous sa maîtrise d'ouvrage.

Dans le cas où, au cours de cette mission, le Conservatoire ou le Bénéficiaire estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière, un avenant à la convention devra être conclu avant la mise en œuvre de ces modifications.

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme défini en annexe et de la réglementation en vigueur au regard notamment du Code de la Commande Publique.

Toute nouvelle tranche de travaux devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention signée par les parties.

4.2 – Montant des travaux

L'enveloppe financière de l'opération est fixée à titre indicatif à 744 662 € HT (893 594,40 € TTC), selon le détail figurant en annexe 4 de la présente convention.

Il n'y a pas de participation financière du Conservatoire du littoral.

Article 5 : Transmission

Sans objet.

Article 6 : Suivi -Evaluation

Des réunions de suivi seront organisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux à la diligence du Bénéficiaire ou du Conservatoire du littoral. Le Conservatoire et le Bénéficiaire procéderont ensemble, tous les ans, à un bilan de l'exécution de la convention.

A la fin des travaux, le Bénéficiaire adresse au Conservatoire du littoral un compte rendu des travaux achevés accompagné d'un bilan financier exhaustif des investissements réalisés.

Une visite sur place est organisée à la suite de laquelle est délivré un procès-verbal de réception sans réserve des travaux réalisés valant quitus pour le Bénéficiaire, transférant la propriété des travaux à cette date.



Article 7 : Occupations des terrains et sous-traitance.

7.1 – Conditions générales

7-1-1 Etat des lieux

Le Bénéficiaire de la présente convention prend le terrain et les installations dans leur état au jour de son entrée en jouissance, et ne peut exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Conservatoire, ni réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

7.1.2 Respect des lois et règlements

Les lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, à l'urbanisme, à la police, aux monuments historiques classés et, d'une manière générale, les lois et règlements applicables, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.

7.1.3 Exploitation et entretien

Le Conservatoire ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien ou de réparation qui serait nécessaire pour assurer l'exploitation normale des ouvrages, constructions et installations réalisés par le Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, qu'elle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

Les ouvrages, constructions et installations ainsi que leurs abords doivent présenter en tous temps un aspect soigné.

7.1.4 Sous-location

Toute sous-location est interdite sur l'ensemble des terrains sans l'accord exprès du Conservatoire.

7-2 : Autorisations d'occupation non constitutives de droits réels

Des autorisations d'occupation relatives aux biens visés par la présente convention pourront être accordées par le Bénéficiaire si elles sont conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire après accord de ce dernier. Elles seront co-signées par le Conservatoire et le gestionnaire. Leur durée ne peut excéder la durée de la présente convention.

Ces autorisations, consenties sur le domaine public, excluent l'application du régime des contrats privés, baux ruraux ou baux commerciaux.

Le Bénéficiaire est alors autorisé à encaisser directement à son profit les produits de l'immeuble, qui doivent être affectés à la mise en valeur et à la gestion du bien.

Article 8 – Responsabilités et assurances

8-1 Dommages

Le Bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation des réalisations.

8-2 Assurances

Le Bénéficiaire se garantit contre tout dommage.



Il souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de son occupation des lieux, des entreprises, de l'existence et de l'exploitation des ouvrages et installations.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, le montant couvert devra être du maximum possible sur le marché national de l'assurance et si possible illimité.

Une clause expresse spécifie que les polices d'assurances sont automatiquement résiliées dès la fin de l'occupation quelle qu'en soit la cause.

Les attestations d'assurance et quittances doivent être communiquées au Conservatoire sur simple demande.

Article 9 : Disposition d'exécution

9.1 - Modalités de versement de la participation du Conservatoire.

Sans objet

Le Conservatoire pourra demander à tout moment au Bénéficiaire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

9.2 - Produits de la gestion

Si le Bénéficiaire perçoit à son profit les produits des parcelles concernées, conformément à l'article L 322-10, « il doit procéder au reversement périodique au Conservatoire du surplus des produits qui n'ont pas été affectés à la mise en valeur et à la gestion du bien »

9.3 - Durée

La durée de la présente convention est de 5 ans, à compter de sa signature.

Article 10 : Sort des installations et équipements à l'issue de la convention

A l'issue du titre d'occupation, les installations et les équipements réalisés seront incorporés au domaine public du Conservatoire sans que celui-ci soit tenu au versement d'aucune indemnité.

Article 11 : Redevance

Compte tenu de l'objet de cette convention et conformément à l'article L. 322-10 du code de l'environnement, aucune redevance ne sera due par le Bénéficiaire durant toute la durée de l'occupation.

Article 12: Résiliation

12.1- Résiliation amiable

La résiliation ou la modification de la présente convention ne peut intervenir avant son terme, sauf accord entre les parties qui devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention qui en précisera les modalités.



12.2 – Résiliation de l'autorisation à l'initiative du Bénéficiaire

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant la date fixée à l'article 9.3 ci-dessus, le Bénéficiaire peut obtenir la résiliation de la présente autorisation en notifiant sa décision par lettre recommandée adressée au Conservatoire, moyennant un préavis de deux mois.

La résiliation ne pourra être acceptée par le Conservatoire que si le Bénéficiaire a normalement entretenu les aménagements ou constructions existants ou réalisés par référence à l'état des lieux prévus à l'article 7-1-1 ci-avant ou au dernier rapport d'évaluation partagée prévu à l'article 6.

En outre, cette résiliation ne pourra prendre effet que sous les conditions suivantes :

- Le Bénéficiaire devra terminer les tranches de travaux en cours jusqu'à leur achèvement définitif et solder financièrement tous les contrats et marchés qu'il pourrait avoir contractés afin que le Conservatoire ne puisse être inquiété à quelque titre que ce soit.
- De même, il devra dénoncer préalablement les autorisations d'occupation non constitutives de droits réels qu'il aurait pu passer afin de remettre au Conservatoire un bien libre de toute occupation. Il fera son affaire personnelle de toutes les indemnisations qu'il devrait à ce titre.
- Il devra dénoncer tous les contrats et assurances qu'il aurait contractés vis à vis des biens objet des présentes en veillant à régler toutes les factures.

Dans ce cas, aucune indemnisation ne sera due par le Conservatoire à quelque titre que ce soit.

12.3 – Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour inexécution des clauses et conditions

Faute par le Bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente convention et notamment en cas de :

- Cession partielle ou totale de l'autorisation sans agrément du Conservatoire,
- Non-exécution totale ou partielle des travaux prévus à l'article 1.3 entraînant un risque de perte d'intégrité du domaine du Conservatoire,
- Sous-location partielle ou totale non autorisée conformément à l'article 7-1-4, ou perte par le Bénéficiaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur,

La présente convention peut être retirée par décision motivée du Conservatoire deux mois après en avoir informé le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Un constat contradictoire entre le Conservatoire et le Bénéficiaire aura été dressé au préalable.

Ce retrait de l'autorisation sera notifié en recommandé avec A/R et se fait sans indemnité de quelque nature que ce soit.

12.4 - Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour un motif d'intérêt général, en particulier en cas de modifications législative ou réglementaire s'imposant au Conservatoire.

Nonobstant la durée prévue à l'article 9.3 ci-dessus, la présente convention peut être retirée par le Conservatoire, à tout moment, si l'intérêt général l'exige *ou en cas de résiliation par l'Etat d'une convention d'attribution (L 322-6-1 du code de l'environnement) portant sur les biens visés à l'article 2.* Dans ces cas, conformément à l'article R 322-12 du Code de l'environnement, « le Bénéficiaire est indemnisé pour la partie non amortie des aménagements et des travaux qu'il aura réalisés avec l'accord du Conservatoire » sur ses fonds propres et *déduction faite de la participation du Conservatoire fixée à l'article 4.*

Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.



12.5 - Caducité.

Tout changement législatif ou réglementaire affectant un ou plusieurs articles de la Convention, en particulier toute modification des articles L 322-9 et L 322-10 du Code de l'Environnement ou de leurs textes d'application, entraînera la caducité de cette convention, sauf avenant la mettant en conformité.

Article 13 : Impôts et frais

Le Bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation. En accord entre les parties, les impôts fonciers, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet de la présente autorisation, continueront à être supportés par le Conservatoire du littoral.

Article 14- Litiges

La présente convention étant un contrat administratif, seul le tribunal administratif de TOULON est compétent pour régler les éventuels conflits entre les partenaires.

A _____, le

Le Conservatoire du littoral

Le Bénéficiaire

ANNEXE 1 : PLAN de SITUATION ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ANNEXE 2 : EXTRAIT CADASTRAL COMMUNE d'HYERES

ANNEXE 3 : PLAN GLOBAL PHASE DE VALORISATION DU SITE DES SALIN DES PESQUIERS
- EXTRAIT DU PLAN DE GESTION

ANNEXE 4 : PROGRAMME PREVISIONNEL CHIFFRE DE L'OPERATION



ANNEXE 1 : PLAN de SITUATION ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS







Département : Var
Commune : Hyères-les-Palmiers, 83400
Site des Anciens Salins d'Hyères
Site du Salin des Pesquiers (n°83 – 365)
1746, route de Giens La Capte

Le site d'implantation et la localisation des aménagements



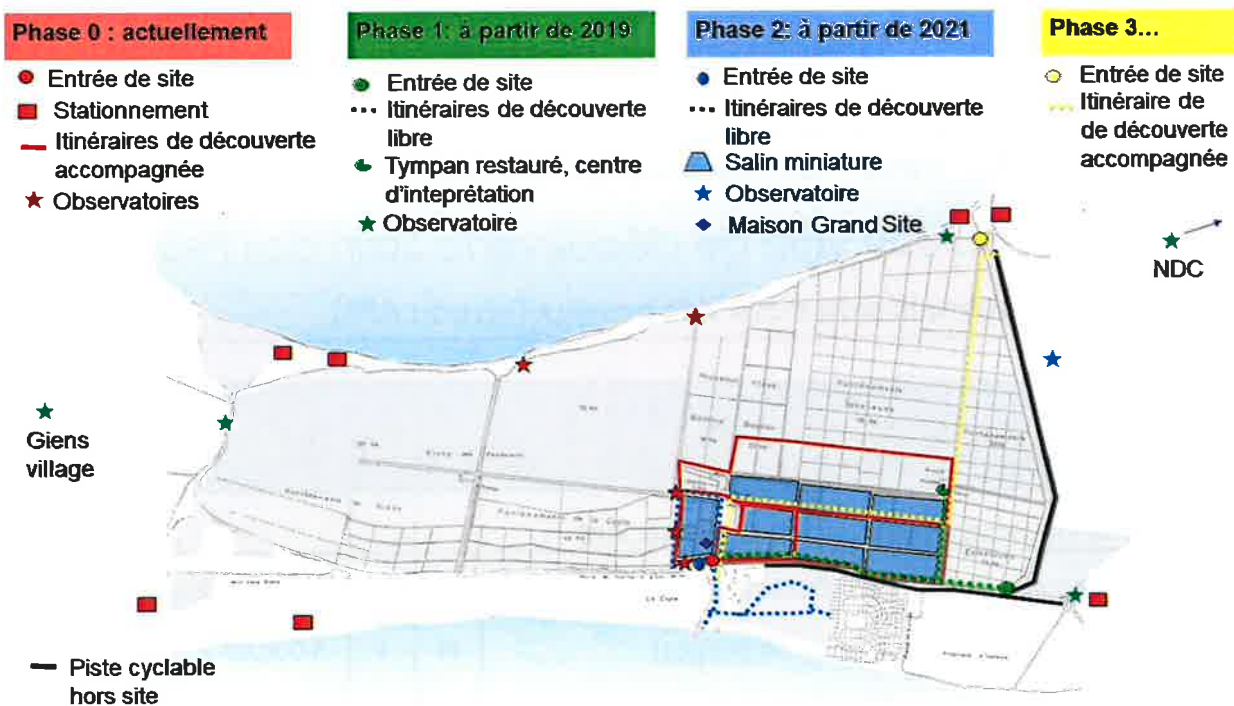
Légende :

-  Fort enjeu paysager (entrées de site)
-  Ouvrage de franchissement
-  Portail et clôtures d'accompagnement
-  Contention du public par « débusage »





ANNEXE 3 : PLAN GLOBAL PHASE DE VALORISATION DU SITE DES SALIN DES PESQUIERS
- EXTRAIT DU PLAN DE GESTION



ANNEXE 4 : PROGRAMME PREVISIONNEL CHIFFRE DE L'OPERATION

<i>Date Valeur : Mars 2022</i>	MONTANT € HT	MONTANT € TTC
Etudes préliminaires	33 860	40 632
Etudes Projet - Moc	58 182	69 818,40
Travaux (détail en page suivante)	652 620	783 144
Total Opération	744 662	893 594,40

Détail des travaux et aménagements :

TPM - COMMUNE DE HYÈRES <i>Aménagement d'une voie de découverte Salin des Pesquiers</i> Estimatif sommaire des travaux (niveau APS)					
	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Qté	P. U	P. T
I	OUVRAGE FRANCHISSEMENT NORD ET SES ABORDS				
1.1	Installation de chantier (y.c études d'exécution) et grutage	Ft	1	30 000,00 €	30 000,00 €
1.2	Terrassements et préparation (en têtes de berges)	Ft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
1.3	Culées de fondation et ancrages par micro pieux	unit	2	25 000,00 €	50 000,00 €
1.4	Réalisation de l'ouvrage y.c platelage, garde-corps et structure porteuse	m²	42	3 000,00 €	126 000,00 €
1.5	Portail d'entrée en un seul batant (ossature uniquement)	unit	1	8 000,00 €	8 000,00 €
1.6	Balcons d'entrée façade route et salins	ml	25	350,00 €	8 750,00 €
1.7	Réalisation d'un parvis en béton de site pour chicane vélos	m²	20	100,00 €	2 000,00 €
1.8	Mise en œuvre d'une bordure trottoir voirie de 30 cm Ht	ml	12	250,00 €	3 000,00 €
1.9	Interruption dans bordure vélos Nord et passage protégé	Ft	1	3 500,00 €	3 500,00 €
	Sous total I				236 250,00 €



II	OUVRAGE FRANCHISSEMENT PROVISOIRE SUD				
2.1	Installation de chantier (y.c études d'exécution) et grutage	Ft	1	25 000,00 €	25 000,00 €
2.2	Terrassements et préparation/scarification enrobé et évacuation (3 places de PK supprimées)	Ft	1	8 000,00 €	8 000,00 €
2.3	Culées de fondation et ancrages par micro pieux	unit	2	25 000,00 €	50 000,00 €
2.4	Réalisation de l'ouvrage y.c platelage, garde-corps et structure porteuse	m²	26	3 000,00 €	78 000,00 €
2.5	Portail d'entrée en un seul batant (ossature uniquement)	unit	1	6 500,00 €	6 500,00 €
2.6	Balcons d'entrée façade route et salins	ml	18	350,00 €	6 300,00 €
2.7	Réalisation d'un parvis en béton de site pour chicane vélos devant la poterie	m²	16	100,00 €	1 600,00 €
2.8	Mise en place d'une clôture verticale	ml	6	350,00 €	2 100,00 €
2.9	Dépose/évacuation d'une barrière contre la voirie pour passage vélos	Ft	1	800,00 €	800,00 €
	Sous total II				178 300,00 €

III	SECTION COURANTE SUR LA PISTE				
3.1	Fourniture et pose de Clôture tiges verticales zone d'intersection Tympan	ml	24	350,00 €	8 400,00 €
3.2	Fourniture et pose d'un Portail deux vantaux Tympan	unit	1	10 000,00 €	10 000,00 €
3.3	Fourniture et pose d'un Portail deux vantaux au Nord	unit	1	8 000,00 €	8 000,00 €
3.4	Protection diverses zones sensibles (ganivelle basse ou potofil). En fonction du relevé naturaliste futur	Ft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
3.5	Fourniture et mise en place d'assises troncs d'arbres surélevés sur plots bois	unit	3	1 000,00 €	3 000,00 €
P.M	Hors mesures de compensation naturalistes à évaluer ultérieurement				
	Sous total III				34 400,00 €



IV	AMENAGEMENT DE LA COUR D'ENTREE Grand site				
4.1	Installation de chantier	Ft	1	8 000,00 €	8 000,00 €
4.2	Dépose et évacuation lignes de piquets bois existants, y c sur pont d'entrée	ml	200	40,00 €	8 000,00 €
4.3	Dépose et évacuation des autres éléments (piquets/ganivelles)	Ft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
4.4	Réalisation de murets pierre en doublement arase canal pour cour d' entrée site (y.c parement pont d'entrée sur ses deux faces) sur 0,50 m Ht et 0,60 large	ml	160	240,00 €	38 400,00 €
4.5	Mise en oeuvre de clôture tiges verticales cour d'entrée technique (linéaire portails non compris	ml	81	250,00 €	20 250,00 €
4.6	Fixation des clôtures dans fondation sur longrine béton continue	ml	81	70,00 €	5 670,00 €
4.7	Clôture dissuasive entrée sud de la zone technique	ml	50	180,00 €	9 000,00 €
4.8	Fondation de la clôture dans plots béton (tous les 1,5 m)	unit	35	150,00 €	5 250,00 €
4.9	Mise en oeuvre de piquets bois carrés scellés	unit	30	250,00 €	7 500,00 €
4.10	Mise en oeuvre de portail technique à deux batants	unit	2	5 000,00 €	10 000,00 €
4.11	Mise en oeuvre de portail techniques coulissants dans cour d'entree	unit	2	10 000,00 €	20 000,00 €
4.12	Déplacement et reconstruction à l'identique des 2 pilastres historiques en entrée de portail extérieure	unit	2	5 000,00 €	10 000,00 €
4.13	Mise en oeuvre du portail d'entrée principale à deux vantaux	unit	1	18 000,00 €	18 000,00 €
Sous total IV					165 070,00 €



V	TRAVAUX DE SIGNALÉTIQUE				
5.1	Fourniture et pose hors du site (5 panneaux dans zone Nord giratoire)	unit	6	600,00 €	3 600,00 €
5.2	Fourniture et pose en Entrée Nord (panneau double face dans portail)	unit	1	3 000,00 €	3 000,00 €
5.3	Fourniture et pose du Totem Nord	unit	1	4 000,00 €	4 000,00 €
5.4	Fourniture et pose d'un Panneau d'entrée zone technique	unit	1	2 000,00 €	2 000,00 €
5.5	Sur section courante : lutrins pédagogiques	unit	8	2 000,00 €	16 000,00 €
5.6	Fourniture et pose hors du site (4 panneaux dans zone Sud et PK la Capte)	unit	5	600,00 €	3 000,00 €
5.7	Fourniture et pose en Entrée Sud (panneau double face dans portail)	unit	1	3 000,00 €	3 000,00 €
5.8	Fourniture et pose du Totem Sud	unit	1	4 000,00 €	4 000,00 €
Sous total V					38 600,00 €
TOTAL HT					652 620,00 €
T.V.A (20%)					130 524,00 €
TOTAL T.T.C					783 144,00 €



